



L'essentiel



du lundi 13 juillet 2015 - de la part de Stéphane Le Foll

GRECE - ACCORD

Un accord vient d'être trouvé pour la Grèce. « Cet accord la France le voulait, le cherchait. Cet accord est là, et il permet à la Grèce de rester dans la zone euro avec un objectif, forcément le respect des règles européennes » (PR, 13/07/15).

« Aujourd'hui il y a eu une négociation historique : si la Grèce était sortie de la zone euro, on aurait dit que la zone euro n'était pas capable d'assurer son intégrité. On aurait dit de la France et de l'Allemagne qu'elles n'étaient pas au rendez-vous ». « Plus que l'intérêt de la Grèce, c'était l'intérêt de l'Europe, et de la France. L'intérêt de la France ne se dissocie pas de l'intérêt de l'Europe ».

« Il fallait réussir » : « réussir à faire un accord », « réussir entre la France et l'Allemagne », « réussir pour que nous puissions ouvrir un nouveau temps de la construction européenne ». « Ce sera le travail de ces prochains jours et mois » (PR, 13/07/15).

Le rôle de la France

« La France a un rôle particulier à jouer : faire en sorte que ces processus de construction qui se sont noués au lendemain de la guerre puissent se poursuivre ».

« Le rôle de la France a été de chercher à apporter des solutions, de respecter le peuple grec et les autres nations».

« Le rôle de la France a été non pas de chercher un équilibre mais de trouver le bon chemin » (PR, 13/07/15).

Le rôle du président de la République

Le président de la République a toujours été engagé en faveur d'un accord. Il a toujours fait preuve d'engagement, de constance :

- **Il a été le premier responsable qu'Alexis Tsipras est allé voir** après son élection en février. Il lui a conseillé tout de suite, de ne pas jouer la division et de voir la Chancelière allemande.
- **Durant toute la période de tensions croissantes, la France est demeurée sur sa position** : la Grèce doit rester dans la zone euro, mais doit aussi faire des réformes.
- **Après un dernier Sommet de la zone euro mardi, et alors que presque tous les pays de la zone euro étaient favorables à la sortie de la Grèce, la France a réaffirmé son soutien à un accord** « réformes/maintien dans la zone ».
- **La France a décidé d'aider la Grèce dans la rédaction de ces nouvelles propositions** pouvant amener à l'accord, ainsi que par la mise à disposition de hauts fonctionnaires.

Le dialogue constant avec toutes les parties, la détermination dans les objectifs et la ténacité dans l'adversité, c'est ce qui a toujours défini, et définit encore aujourd'hui, la méthode du président de la République. Ce n'est pas la première fois qu'on le constate. C'est la méthode et l'attitude qui ont toujours prévalu dans l'action du chef de l'Etat, pour lutter contre le terrorisme, pour démanteler un repaire djihadiste au Mali, pour faire face avec les Français après les attentats de janvier.

La méthode

« **Il fallait garder la relation franco-allemande**, qui est nécessaire si l'on veut aboutir à un compromis. S'il n'y a pas cette solidité qui n'empêche pas des différences pour chercher un compromis, il n'y aurait pas d'accord ».

« **Il fallait aussi qu'Alexis Tsipras [...] puisse aussi faire valoir ses attentes et ses propositions [après avoir] déjà fait voté par son Parlement des réformes**. Il a fait un choix courageux au moment même où lui étaient demandées d'autres réformes. Mais il savait que c'était la condition pour recevoir les près de 80 Md € pour financer ses projets dans les prochaines années et faire face à ses échéances » (PR, 13/07/15).

Prochaines étapes

« **Le parlement grec va se réunir** dans les prochaines heures pour adopter de nouvelles réformes ».

« **Les parlements nationaux vont également se réunir** – en France ce mercredi - pour avoir un vote sur ce qui est sorti du vote de la zone euro » (PR, 13/07/15).

Pour toute question, tout besoin ou suggestion : contact@porte-parole.gouv.fr ; 01 49 55 81 16 / 58 84

L'Essentiel, c'est : du lundi au vendredi, les positions clés du gouvernement sur les sujets d'actualité.